

Réduction des risques de catastrophes : L'action va contribuer à renforcer la gouvernance des risques de catastrophe, aux niveaux national et local, aux fins de la prévention, de l'atténuation, de la préparation, des interventions, du relèvement et de la remise en état, notamment des infrastructures sociales de base. Cela impliquera également une meilleure inclusion des femmes, des jeunes, des PDI et des personnes vulnérables, dans l'amélioration de la gouvernance des risques de catastrophes.

Autres considérations: Les personnes déplacées internes seront prises en compte dans les actions tant au niveau de la délivrance de leurs documents d'identité pour leur enrôlement sur les listes électorales, pour une meilleure prise en compte dans les propositions programmatiques des partis politiques que pour assurer leur pleine participation lors des différents scrutins électoraux.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Elevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Elevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Politique	Un désaccord entre toutes les parties prenantes sur les réformes électorales et l'organisation des échéances électorales (référendum constitutionnel, présidentielle/législatives, et locales) pourrait donner lieu à une grave crise politique, avec le non-respect de l'accord avec la CEDEAO sur le délai de transition et le retour à l'ordre constitutionnel au 1er juillet 2024.	Moyenne	Élevé	Assurer un dialogue permanent engagé dans des cadres de concertation entre les autorités de la transition, les partis politiques, les forces vives burkinabè et les PTF afin d'encourager le respect des engagements pris pour le délai de la transition et le retour à l'ordre constitutionnel. Maintenir un dialogue politique de haut niveau (CEDEAO, UA, ONU, UE, États...) et soutenir la volonté politique des autorités de la Transition. Renforcer le suivi politique de l'UE.
	Faiblesses organisationnelles et logistiques des OSC, ou contrôle renforcé limitant leur capacité d'actions dans le processus électoral.	Faible	Moyen	Renforcer l'appui de l'UE et de la communauté internationale aux OSC. Plaidoyer renforcé de la communauté internationale, sous impulsion de l'UE auprès des autorités nationales. Choix stratégiques quant aux OSC les plus performantes pour